

5, avenue Marchand  
01 BP 2715 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire

Tel. : (225) 20 21 11 15  
(225) 20 30 60 50  
Fax. : (225) 20 21 12 59  
E-mail : eyci@ci.ey.com

[www.ey.com/afrique\\_francophone](http://www.ey.com/afrique_francophone)

Banque Centrale de Mauritanie  
Avenue de l'indépendance  
BP 623 Nouakchott  
Mauritanie

Abidjan, le 17 juin 2012

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Messieurs les membres du Conseil Général de la Banque Centrale de Mauritanie,

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels ci-joint de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM), qui comprennent le bilan, le compte d'exploitation générale et de pertes et profits, ainsi que les notes annexes pour l'exercice clos au 31 décembre 2011.

### Responsabilité du Gouverneur pour les comptes annuels

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces comptes annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de Mauritanie et les Notes de Service Comptables ainsi que d'un contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des comptes annuels afin de concevoir des procédures d'audit appropriés aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie de réserves.

## Justification de l'opinion avec réserves

### 1. Dépôts de la Banque Centrale du Koweït

La Banque Centrale de Mauritanie enregistre dans son bilan des dépôts reçus de la Banque Centrale du Koweït pour un montant de KWD 10 millions. Les intérêts (6%) assortis à ce dépôt ont été arrêtés par la BCM à 8.169 millions de MRO au 31 décembre 2011. La confirmation de solde reçue du Kuwait Investment Authority, organisme auquel la Banque Centrale du Koweït a confié la gestion du dépôt, met en évidence des intérêts de MRO 27.501 millions au 31 décembre 2011.

Les parties sont en instance de discussion pour ajuster ce montant sur le premier semestre 2012 et dans l'attente d'un accord final et en l'absence de tout autre document, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le montant à inscrire dans les livres de la Banque Centrale de Mauritanie au titre des sommes dues au Fonds koweïtien en nominal et intérêts.

### 2. Créance sur la SONIMEX

Au cours de l'exercice 2008, la Banque Centrale de Mauritanie a accordé dans le cadre d'un programme d'urgence, des avances de MRO 11.598 millions à la SONIMEX, société d'économie mixte détenue à 51 % par l'Etat Mauritanien. Les produits d'intérêts calculés sur ces concours se sont élevés à MRO 2.468 millions, soit un encours total de MRO 14.066 millions au 31 décembre 2011, qui n'a pas été remboursé et aucun plan de recouvrement n'a été défini.

Par un courrier en date du 5 septembre 2011, le Ministre des Finances s'engage à rembourser le prêt que la SONIMEX aurait dû souscrire auprès de la Société Islamique de Financement du Commerce (ITFC), du groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) pour financer ses opérations à hauteur de MRO 12.893 millions, soit USD 40 millions en nominal et en intérêts.

Le prêt de la BID n'a finalement pas été mis en place et la garantie exprimée par l'Etat ne nous paraît pas couvrir la BCM en cas de défaut de paiement de la SONIMEX.

Par conséquent, nous ne pouvons pas apprécier risque de non-recouvrement de cette créance ni le niveau de dépréciation qu'il aurait fallu lui appliquer au 31 décembre 2011.

### 3. Créances sur la BACIM Bank

La Banque Centrale a accepté au cours des exercices 2007 et 2008 des mises en pension à blanc en faveur de la BACIM Bank. Au 31 décembre 2011, ces mises en pension s'établissent à MRO 2.693 millions et n'ont fait l'objet d'aucun remboursement depuis 2009.

L'article 3.2 du contrat programme signé par la BCM et les repreneurs de la BACIM Bank en 2008, prévoit, d'une part, que le reliquat de la pension non remboursé par la BACIM Bank fasse l'objet d'un prêt rémunéré à un taux d'intérêt défini aux meilleures conditions de marché, et d'autre part, que la BACIM Bank effectue des paiements partiels devant provenir de l'affectation de 60 % des créances sous programme recouvrées en règlement du prêt. Le remboursement intégral du reliquat devrait intervenir au plus tard le 11 mars 2013.

Le prêt susvisé a fait l'objet d'un accord transactionnel le 12 avril 2012 entre la BACIM, ORAGROUP, actionnaire majoritaire de BACIM, et la BCM. Aux termes de cet accord, la BCM renonce à MRO 1.400 millions et le reliquat, soit MRO 1.293 millions sera remboursé sur une période de 9 ans avec 5 ans de différé en capital et portera intérêts à un taux de 1,5% l'an.

Sur la base de ce qui précède, nous recommandons que le montant abandonné, soit MRO 1.400 millions soit passé en pertes au 31 décembre 2011 par la Banque Centrale.

Par ailleurs, les comptes de la Banque Centrale de Mauritanie arrêtés au 31 décembre 2011 enregistrent une créance de MRO 402 millions sur la BACIM Bank qui se rapporte d'une part, aux frais supportés par la BCM pendant la période d'administration provisoire de cette banque en 2007, et d'autre part, aux pénalités pour insuffisance de réserves obligatoires au cours de la période précitée.



Cette créance n'a pas été reconnue par la BACIM Bank dans sa réponse à notre demande de confirmation de solde au 31 décembre 2011. Compte tenu du litige et de l'incertitude qui entourent la recouvrabilité de cette somme, nous recommandons qu'elle soit totalement dépréciée à hauteur de MRO 402 millions dans les livres de la BCM.

#### 4. Créances sur l'institution financière « Finances Conseil Investissement » (FCI)

Les comptes de la Banque présentent une créance de MRO 952 millions sur la FCI au 31 décembre 2011, qui correspond d'une part, au débit sur le compte de ce dernier de 2 traites revenues impayées en 2009 de MRO 560 millions et MRO 194 millions tirées respectivement sur l'UNCACEM et la SONIMEX, et d'autre part, aux intérêts de retard contractuels pour MRO 198 millions.

A la date de rédaction du présent rapport, la Banque stipule que la créance de MRO 560 millions sera remboursée par l'Etat de Mauritanie, par réalisation de la garantie qu'elle détient pour cette créance. Toutefois, nous n'avons pas de document justifiant cet engagement de l'Etat.

Compte tenu de l'antériorité de la créance de MRO 560 millions et l'absence de document attestant que l'Etat s'engage à rembourser la Banque Centrale de Mauritanie de cet impayé, nous sommes d'avis que cet actif doit être déprécié en totalité.

De même, les intérêts de retard ne doivent être constatés par la BCM que lorsqu'ils seront payés en application des principes comptables généralement admis. En conséquence, les produits d'intérêts constatés pour MRO 198 millions devraient être extournés.

Si ces provisions sur la traite impayée de UNCACEM avaient été constatées dans les comptes de l'exercice sous revue, le résultat net aurait été minoré à hauteur de MRO 768 millions.

Quant à la traite de MRO 200 millions, elle a fait l'objet d'un rééchelonnement sur 11 mensualités de MRO 1 million à partir du 1<sup>er</sup> juin 2011 et une douzième échéance pour le solde de MRO 189 millions. Les six premières échéances ont été encaissées, ramenant ainsi le solde à MRO 194 millions au 31 décembre 2011.

#### 5. Créances sur l'Etat à régulariser

Les livres de la BCM enregistrent une créance sur l'Etat d'un montant de MRO 20.010 millions au 31 décembre 2011. Ce montant se détaille comme suit :

- MRO 1.574 millions relatif aux différences de change des exercices 2005 et 2006 n'ayant pas fait l'objet d'une reprise formelle par l'Etat de Mauritanie,
- MRO 3.969 millions relatif aux pertes des exercices 2008 et 2009 et qui aurait dû, selon les statuts, être couvertes par le Trésor Public dans un délai n'excédant pas 6 mois après la clôture de chaque exercice,
- MRO 11.999 millions relatif aux impayés sur les engagements nets de l'Etat des exercices 2010 et 2011,
- Le reliquat de MRO 2.468 millions correspondant à la commission sur les adjudications des bons du Trésor sur l'exercice 2011.

En l'absence de règlement de ces créances ou de convention avec l'Etat de Mauritanie, nous sommes d'avis que leur position comptable dans les livres de la BCM est inadéquate.

## Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserves des incidences des questions évoquées dans le paragraphe « Justification de l'opinion avec réserves », les comptes annuels donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Mauritanie au 31 décembre 2011, conformément au plan comptable de Mauritanie et des Notes de Service Comptables.

Ernst &amp; Young



Caroline Zamojciowna-Orio  
Expert-Comptable Diplômé